



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 PERIGUEUX Cedex

Périgueux, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEPANNAGE PH VERDIER SAS

26 avenue Michel Grandou
24750 Trélissac

Références : UbD24-47/0137/2025
Code AIOT : 0005200222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement DEPANNAGE PH VERDIER SAS implanté 26, avenue Michel Grandou 24750 Trélissac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPANNAGE PH VERDIER SAS
- 26, avenue Michel Grandou 24750 Trélissac
- Code AIOT : 0005200222
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 920536 du 21 avril 1992, les établissements ROBY ont été autorisés à exploiter sur la commune de Trélissac, un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage. Cet arrêté a fixé les parcelles d'emprise des activités classées.

Le changement de dénomination sociale (M. PH. VERDIER) a été acté par le récépissé du 28 février 1997.

L'arrêté d'autorisation initial a été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° PR 24 00010 D du 7 août 2006, portant agrément de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage et imposant un certain nombre de prescriptions complémentaires. Cet arrêté a été pris dans le cadre du décret n° 2003-727 du 1er août 2003 et conformément à son arrêté d'application du 15 mars 2005.

Suite à la modification de la nomenclature des ICPE par les décrets 2010-369 et 2012-1304, M. Verdier établit le classement administratif du site au titre de l'article R513-1 du code de l'environnement par courrier du 10 février 2014. Le récépissé préfectoral du 27 février 2014 a acté le bénéfice de l'antériorité pour l'exploitation d'une installation de stockage, dépollution d'une surface de 8314 m².

Le site est soumis à enregistrement pour la rubrique 2712-1b (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage).

L'arrêté préfectoral n°082331 du 14 novembre 2008 complète les dispositions de l'arrêté d'autorisation en fixant notamment des valeurs limites de rejet et la périodicité de contrôle des concentrations.

S'agissant du non-respect de son arrêté de mise en demeure 12 mai 2022, l'inspection des installations classées avait proposé à M. le Préfet en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement un arrêté infligeant à l'exploitant une astreinte administrative journalière d'un montant de 150 euros correspondant à l'évacuation totale des déchets du site en zone non autorisée, ainsi qu'à la mise en place d'un bassin de rétention des eaux d'incendie.

L'exploitant n'avait pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure du 12 mai 2022 dont il avait donc fait l'objet, conformément au 4° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Il avait donc été procédé à une première liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière fixée par l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2024 pour un montant de 5550 € correspondant au nombre de jours de fonctionnement depuis le 01 mai 2024 jusqu'au 06 juin 2024 inclus, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- évacuation totale des déchets du site en zone non autorisée ;
- mise en place d'un bassin de rétention des eaux d'incendie.

Depuis M. VERDIER a transmis aux services de la Préfecture, un courrier, en date du 06 février 2025, notifiant la cessation de son activité au 28 février 2025.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des sanctions administratives relatives à l'évacuation totale des déchets du site en zone non autorisée et la mise en place d'un bassin de rétention des eaux incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

M. VERDIER a transmis aux services de la Préfecture, un courrier, en date du 06 février 2025, notifiant la cessation de son activité au 28 février 2025.

Le document transmis n'est pas recevable puisqu'il ne répond pas aux dispositions encadrant la cessation d'activité soumises à enregistrement ou autorisation des ICPE.

En effet, la cessation d'activité des ICPE soumises à autorisation ou enregistrement est encadrée par les articles **R512-39-1 à R512-39-3** du Code de l'environnement.

Les installations de M. VERDIER (rubrique 2712) relèvent du régime de l'enregistrement qui ont fait l'objet d'un arrêté d'autorisation du 21 avril 1992. Cet arrêté n'a pas fixé d'usage futur du site après cessation d'activité: dès lors il appartient à l'exploitant dès la cessation d'activité de proposer un usage futur conformément aux conditions fixées par l'article **R512-39-2** du Code de l'environnement et engager ainsi la concertation avec le maire ou le président de l'EPCI et le propriétaire du terrain.

L'exploitant informe la préfète, dans le même temps, une copie de ses propositions.

En outre, depuis le 1er juin 2022, les exploitants d'ICPE doivent obligatoirement, après notification au Préfet de leur intention de mettre à l'arrêt leurs installations, faire appel à un bureau d'étude

certifié dans le domaine des sites et sols pollués pour attester de la bonne mise en œuvre de la cessation d'activité, et ce quel que soit leur régime ICPE (Déclaration, Enregistrement ou Autorisation).

Pour les ICPE soumises à enregistrement ou autorisation, un mémoire de réhabilitation devra aussi être fourni dans les **6 mois** suivant l'arrêt définitif de l'installation, afin de préciser les mesures de protection de l'environnement vis-à-vis des usages prévus sur site.

3 attestations sont à fournir dans le cadre de la cessation d'activité d'une ICPE (arrêté du 9 février 2022) :

ATTES-SECUR : mise en œuvre des mesures de mise en sécurité pour des ICPE mises à l'arrêt définitif;

ATTES-MÉMOIRE : adéquation des mesures de gestion proposées pour la réhabilitation d'ICPE mises à l'arrêt définitif;

ATTES-TRAVAUX : conformité des travaux réalisés par rapport aux objectifs de réhabilitation pour des ICPE mises à l'arrêt définitif.

La cessation ne peut pas être actée et l'agrément ainsi que l'arrêté d'enregistrement ne peuvent pas être abrogés sans que soit respectée la procédure.